

# Editorial



## Si la ministre persiste à ne pas entendre les personnels...

**D**ans le cadre du pacte de responsabilité, le Président de la République et son gouvernement amplifient la politique d'austérité avec 21 milliards de coupes dans les dépenses publiques pour financer les subventions et exonérations offertes au patronat. Protection sociale, droits des chômeurs, seuils sociaux, travail le dimanche, contrat de travail unique, allocations familiales, assurance maladie... tout y passe. **Pour l'abandon du pacte de responsabilité : rassemblement national Force Ouvrière à Paris, le 16 décembre 2014.**

## La fin des concours et des catégories dans toute la Fonction publique !

La ministre de la Fonction publique a proposé le 22 octobre dans le cadre des discussions sur «*l'avenir de la Fonction publique*», la suppression des catégories (A, B, C), de l'exigence de diplômes pour se présenter aux concours de la Fonction publique. Elle envisage la suppression pure et simple des concours et des déroulements de carrière (promotions).

## L'approfondissement de la territorialisation dans l'enseignement !

Le 13 novembre, la ministre Najat Vallaud Belkacem annonce son intention de poursuivre les 14 groupes de travail qui modifient en profondeur les missions des personnels et déclinent leur statut territoire par territoire avec des missions locales. Pour la première fois dans l'Education nationale, elle fusionne le corps des COP avec celui des psychologues scolaires. L'enjeu : leurs actuelles obligations réglementaires de service sur lesquelles pèsent les plus grandes menaces.

## Les enseignants ne l'entendent pas comme ça

Au même moment, les enseignants sont en grève, soutenus par la FNEC FP-FO, à Toulouse, à Paris, dans les Hauts-de-Seine... contre les projets de refonte de la carte de l'Education prioritaire. En Seine-Saint-Denis, une assemblée de 250 stagiaires de l'ESPE de Livry-Gargan avec FO et le SNUipp se réunit contre leurs conditions effroyables de formation.

## Deux mois après la rentrée, les personnels n'en peuvent plus des nouveaux rythmes scolaires !

Pas une assemblée d'adhérents, pas une RIS, pas une visite d'école sans que la question des décrets Peillon et Hamon sur les rythmes scolaires ne jaillisse. Colère, indignation, rejet... sont à l'ordre du jour.

Deux mois après la rentrée, les personnels n'en peuvent plus. Confusion, désorganisation, surcharge de travail ; atteintes aux garanties statutaires via le décret annualisant les titulaires remplaçants et les enseignants sur postes fractionnés : allongement de la durée de présence de tous les enseignants dans les écoles, mise sous tutelle des enseignants et de l'école publique par des municipalités et des lobbies locaux... font le quotidien des personnels.

**La conférence nationale (\*) du 19 novembre, à l'initiative du SNUI-FO, pour l'abrogation des décrets Peillon / Hamon et la suspension immédiate de la réforme des rythmes scolaires établira les faits. Une délégation sera reçue le 19 au soir.**

**Si la ministre ne répond pas, si elle persiste, ne laisse-t-elle pas d'autre choix que de poursuivre et d'amplifier la mobilisation, y compris par la grève ?**

N'est-ce pas la même question qui est posée pour en finir avec le pacte de responsabilité et son cortège de misère ? ■

Montreuil le 17 novembre 2014

**Norbert Trichard**

**Secrétaire général**